



Good Food : Conseil participatif Projet de PV de la réunion du 14.11.19

Présents :

- N Raimondi (Cabinet Marron)
- DE VISSCHER Isabelle (cabinet Clerfayt)
- J Van Bambeke (BE)
- Sabine SOLVYNS (BEE)
- Guy Gallet (Fevia)
- Sami Hemdane (Comeos)
- Camille Callens (Beci)
- Marc Van Muylders (FED. Ho.Re.Ca. Bruxelles-Brussel)
- Jan Velghe (BV OECO - AB REOC)
- K. Vanhoutte (Steunpunt Korte Keten)
- Céline Nieuwenhuys, FDSS
- Sébastien Kennes (RD Continents)
- Eloïse Noirfalise (RABAD)
- Bruno Vvankelegom (Fédération Bruxelloise de Promotion de la Santé (FBPSanté))
- Isabelle de Brabandere (DDH, pour BBP)
- Wanda Duhamel (DDH, pour AIA)

Excusés :

- P. Mertens (Brulocalis),
- G. Clerfayt (cabinet Trachte)

Présidence : N Raimondi, Cabinet Marron

1. Accueil et introduction – Tour de tables des acteurs du conseil

- **Cabinet Clerfayt** : intérêt principal pour tout ce qui est emploi/formation dans le cadre de ce conseil.
- **Fédération Des Services Sociaux** : la FDSS coordonne et représente les acteurs de l'aide alimentaire en Wallonie et à Bruxelles (distribution colis, épicerie, restaurants sociaux,...). L'intérêt de la FDSS dans ce GT est de rendre accessible la nourriture durable aux publics cibles de l'aide alimentaire.

- **Réseau des Acteurs Bruxellois pour l'Alimentation Durable** : le Rabad a trois objectifs principaux : le réseautage, le développement des projets et la mise en circulation et le partage des informations sur l'alimentation durable.
- **Rencontre des Continents** : formation/éducation/sensibilisation/plaidoyer sur des questions écologiques et sociales et en particulier sur l'alimentation durable, en outre en offrant un accompagnement. RDC suit la stratégie Good Food depuis ses début.
- **Agroecology in action** : comprend une 30aine acteurs. Grande diversité de membres : paysan-ne-s, des agriculteur-trice-s, des collectifs citoyens, des chercheur-euse-s, des coopératives, des défenseur-euse-s de l'environnement, des PME, des acteur-trice-s de la santé, des acteur-trice-s de solidarité, des mutuelles, des syndicats agricoles,... Vise à rassembler, soutenir, multiplier les nombreuses dynamiques et projets d'agroécologie et d'alimentation solidaire en Belgique.
- **La Fédération bruxelloise de promotion de la santé** .La *FBPSanté* regroupe aujourd'hui 43 institutions membres. Elle a pour but de valoriser la promotion de la santé au sein des politiques actuelles et futures en Région bruxelloise .
- **Graine de paysans** : fait partie du projet BoerenBruxselPaysans. Représente les paysans professionnels. Accompagne les projets agricoles. Aide à la installation.
- **Steunpunt korte keten**: encourage le circuit court en Flandre (informer; conseiller; organiser des formations ; soutenir les collaborations; défendre les intérêts). Avec le projet Brussel Lust, Steunpunt Korte Keten veut augmenter les chances de commercialisation des produits agricoles et horticoles de la périphérie flamande en Région bruxelloise.
- **Brussels Enterprises Commerce & Industry** : représente les deux tiers de l'emploi à Bruxelles et plus de 35.000 entreprises. Le Brussels Green Network a été créé par Beci pour accompagner et soutenir les entreprises dans toutes leurs démarches environnementales.
- **COMEOS** : est le porte-parole du commerce et des services en Belgique. Ses membres sont actifs au sein de dix-huit secteurs et vendent leurs produits et services aux entreprises ou directement aux consommateurs. Déjà des partenariats existants pour la réduction des déchets etc.
- **FEVIA** : Fédération de l'industrie alimentaire belge. 700 membre en Belgique dont une 40aine à Bruxelles. L'activité se situe au niveau de la transformation. Mène des activités au niveau de la sensibilisation des membres sur une utilisation efficace des matières premières (réduction de l'énergie, gaspillage alimentaire,...).
- **Association belge de recherche et d'expertise des organisations de consommateurs (AB-REOC/BV-OECO)** : l'association a pour but de permettre la concertation entre les associations de consommateurs et de mettre en œuvre un soutien aux organisations de consommateurs. L'alimentation durable est une dimension clef.
- **Fédération Horeca Bruxelles** : elle représente, défend et promeut les hébergements touristiques, les professionnels de la restauration, des traiteurs, des bars, des cafés, des brasseries et du monde de la nuit en Région de Bruxelles-Capitale. Le représentant au sein de Conseil participatif travaille dans le groupe "durabilité" au niveau européen de la fédération horeca.

2. Recadrage de la stratégie Good Food

2.1 Ambition du gouvernement (N Raimondi, cabinet Marron)

Le nouveau gouvernement souhaite prendre en compte les émissions indirectes, en plus des émissions directes. Cela s'applique également à des questions comme l'alimentation.

Le gouvernement réitère le soutien à la vision de la Stratégie Good Food. La stratégie arrive aussi à une échéance et il se pose la question de la nouvelle phase à venir et du niveau d'ambition que l'on souhaite avoir.

Il y a une volonté de lancer une Alliance «Emploi–Environnement –Alimentation durable»
Il y a une volonté de renforcer les axes liés à l'agriculture urbaine avec un focus sur des méthodes agroécologiques et des considérations sociales.
Le but est de travailler avec tous les acteurs : associations, professionnel, citoyens.
L'ambition est d'avoir une transversalité des compétences. Chaque administration doit inclure des objectifs climatiques stratégiques.
=> renforcer l'initiative en se donnant les moyens.

2.2 Rapide état d'avancement de la stratégie (J Van Bambeke, BE):

Pour plus d'informations : [Portail Good Food](#). Brochure (version papier et online) à venir sur les grands résultats de la Stratégie.

La Stratégie a été adoptée par le gouvernement en décembre 2015. Elle a été démarrée en janvier 2016. La première période de planification est de 5 ans. Tous les maillons de la chaîne alimentaire sont inclus. Des points d'attention ont été mis sur l'inclusion de tous les publics cibles, les partenariats, les changements de comportement et l'autonomisation des acteurs.

Le powerpoint sera envoyé.

3. Projet de règlement d'ordre intérieur

NB : Des GT ont élaboré ce document. Processus de construction de plusieurs mois. On ne revient pas sur les acquis, on peut ajuster la forme.

- **Article 1 :**
 - "Opérationnaliser la mise en œuvre de la stratégie, y compris dans le portage et le partenariat " => ce ne sont pas les personnes du conseil qui vont opérationnaliser mais les acteurs de terrain. Modifier par " rendre opérationnel la Stratégie"
- **Article 2 :**
 - Enlever "validés auprès des membres des représentants au conseil" mais chaque coupole sollicite ses membres. Le but est de revenir avec des enrichissements. Les avis ne sont pas bloquants. Pas besoin d'accord de l'ensemble des membres. La façon dont la coupole adresse ses membres est propre à chaque coupole.
 - Ajouter avis d'initiative "des membres du conseil"
 - Enlever le mot rôle du premier paragraphe.
 - "Sur instruction du Président, le secrétariat transmet au plus tard 20 jours avant la date de la réunion une proposition d'ordre du jour" => 20 jours ouvrables.
 - "les membres ne pouvant pas venir au conseil remettent de toute façon un avis écrit préalable"- > préciser qu'il y a exclusion sauf si un avis écrit est rentré.
 - "Le conseil dans son ensemble montre un équilibre entre acteurs traditionnels et émergents durables" => enlever durable.
- Relire le ROI pour genrifier les noms.
- Autres remarques : la FDSS enverra ses remarques de forme, pour permettre au conseil d'avancer.

=> Le conseil approuve à l'unanimité le ROI

4. Discussion sur le fonctionnement (présidence tournante, animations, secrétariat, ...)

- Le conseil et les GT bénéficieront d'une assistance de professionnels de l'animation, mais pas avant mi 2020
- Le secrétariat du conseil reste porté par les 2 administrations porteuses de la stratégie (BE/BEE).
- Présidence : mandat de 6 mois. Définis en fin d'année pour les 2 présidences de l'année qui suit. Le président dirige les discussions, organise le travail du secrétariat, arrête l'ordre du jour, gère les séances du conseil, apporte sa vision de comment organiser les travaux. Le conseil doit désigner le 1^{er} président.
 - > Tour de table pour identifier les intérêts des membres à occuper ce poste
 - Rabad : pas pour l'instant
 - RDC : Le président doit avoir un rôle de fluidité avant et après les réunions. Il doit avoir une vision méta sur la région bruxelloise, être conscient des éventuelles tensions et rapprochements. Il devrait y avoir une diversité dans les shifts. RDC pourrait être intéressé dans le futur mais ce n'est pas possible pour l'instant pour des raisons d'agenda.
 - AIA : AIA n'a qu'une seule permanente. Elle n'a pas suffisamment de temps pour faire ceci. De plus, ça dépend du renouvellement de budget. AIA ne peut donc pas se prononcer pour l'instant mais ça pourrait être une belle opportunité dans le futur.
 - La Fédération bruxelloise de promotion de la santé : trop jeunes dans le conseil.
 - Graine de paysans : présent à titre temporaire vu que BoerenBruxselPaysans finit en 2021. De plus, GDP n'a pas tout l'historique et ne se sent donc pas à l'aise de prendre cette place. Il y a également un manque de temps de travail.
 - Steunpunt korte keten : trop jeune dans le conseil mais à considérer pour plus tard. Ils ne sont pas sûrs de recevoir des financements pour Brussel Lust qui s'arrête en juillet 2020.
 - BECI : déjà beaucoup de mandats à représenter et pas les moyens en termes de ressources humaines.
 - Comeos : à réfléchir. Ça pourrait être possible, va le valider rapidement, mais ne se prononce pas définitivement.
 - FEVIA : pourquoi pas, mais souhaite d'abord en parler avec sa collègue. Elle travaille davantage dans les dossiers en lien en Flandre et Wallonie.
 - Association belge de recherche et d'expertise des organisations de consommateurs : pas possible niveau temps de travail
 - Fédération Horeca Bruxelles : attend un peu de voir.

=> Possibilité Comeos ou Fevia. Le secrétariat retourne vers eux pour voir qui souhaite prendre ce premier rôle et le communique ensuite à l'ensemble du conseil.

=> si personne n'est trouvé, le cabinet de l'environnement continuera la présidence pour les premiers mois.

5. Groupes de travail

4 groupes de travail sont proposés par le secrétariat à ce stade :

- GT 1 : Émergence solutions créatives et innovantes en comportements alimentaires pour opérationnalisation de la stratégie et mener des projets pilotes. But : proposer un plan d'action opérationnel. Réfléchir à la complexité de pouvoir transformer des comportements dans une ville comme Bruxelles qui change complètement d'un quartier à l'autre : localiser la Stratégie. L'accès aux publics précarisés rentre dans ce GT également.

- Pilotage : BE
- Membres : RDC, COMEOS, RABAD, FBPSanté. RABAD demande à ses membres. Demander à la FDSS s'ils veulent en faire partie.
- GT 2 : possibilité de financement de projets AU professionnels
 - Pilotage : BEE et Début des Haricots
 - DDH a une volonté de mettre en lien la multiplicité des rôles qu'à le producteur (environnement, social, économique,...) avec les possibilités de financement
 - Membres : AIA demande à ses membres si ils veulent participer.
- GT 3 : évaluation de la stratégie 2016/2020
 - Pilotage BE
 - Membres : AB-REOC, FBPSanté, BECI, COMEOS + AIA propose à ses membres
- GT 4 : centre agro écologie :
 - But : note de proposition de fonctions d'un centre d'agroécologie (besoins, concept, public cible, moyens,...)
 - Pilotage : BE
 - Membres : BBP, AIA.

Les membres présents proposent 2 groupes complémentaires :

- GT 5 : RDC : coordonner les formations en alimentation durable à Bruxelles suites du projet CLEF : « Coordination, Liens et Échanges entre Formations liées à l'AD », qui ambitionne de travailler la dimension « formations » lié à l'alimentation durable en Région Bruxelloise.
Objectif : Voir note en annexe
 - Pilotage : RDC
 - Membres : Cabinet Clerfayt; BBP + DDH et FEVIA à vérifier (+ voir note annexe).
- GT 6 : Steunpunt korte keten : proposition de faire un GT logistique.
 - Pilotage : Steunpun Korte Keten.
 - Membres : BBP, GASAP, à vérifier. Demande à 5C
 - Durée : 2 ans – démarrage printemps 2020..
 - Objectif : étudier les possibilités de hubs en périphérie de la ville (recherche d'emplacements, construction du hub lui-même, plateforme en ligne et formes juridiques de regroupement des producteurs ...) et les modes de transport possibles vers la ville de manière durable. Pour les hubs comme pour les modes de transport, nous essayons d'obtenir une image claire de l'analyse coûts-bénéfices.

=> Chaque porteur de groupe réfléchit qui il faudrait aller chercher. + chacun fait appel à ses membres;

- Proposition de DDH de faire un GT accès à la terre. BEE propose d'en rediscuter une fois que les discussions au sein des GT juridique et urbanistique à ce sujet seront finies.

6. Divers

7.

SAVE THE DATE !!! prochains conseils

- Mars : jeudi 12 mars à 14h
- Juin : jeudi 11 juin à 14h
- Septembre jeudi 10 sept 14h
- Novembre jeudi 12 nov 14h

Activités d'information

- Le secrétariat demande à l'ensemble des membres de proposer une présentation de leur organisme, à partager avec tous.
- Le secrétariat va réinitialiser une plateforme de documents.

Actualités des membres

- Chacun peut transmettre les infos au secrétariat qui transmet à tout le monde
- 28/11 : apéros CNCD 11.11.11 pour passer au crible la politique régionale

Divers

- AIA demande d'annexer au PV ses points d'attention par rapport au conseil

Annexes :

- 1) Power point de présentation du bilan (envoyé par mail le 20/11/2019)
- 2) Présentation du projet CLEF (GT 5)
- 3) Points d'attention d'AIA

Annexe 2 :

Articulation entre le projet CLEF et le Conseil Participatif Good Food (CPGF) **Coordination Liens Échanges entre les Formations de l'AD**



De quoi s'agit-il? Le projet CLEF (Coordination, Liens et Échanges entre Formations liées à l'AD) ambitionne de travailler la dimension « formations » lié à l'alimentation durable en Région Bruxelloise. Impulsé par Rencontre des Continents, il part du constat reconnu par les acteurs de terrain et BE que l'offre en matière de formation en lien avec l'AD, est grandissante mais encore dispersée, peu claire et peu coordonnée.

Concrètement pour l'instant une seule réunion de lancement avec les acteurs de terrain lié à la formation en AD a eu lieu en septembre 2019. Le seul livrable prévu pour l'instant est la réalisation d'une liste catégorisée de tous les acteurs qui proposent de la formation en lien avec l'AD.

Création d'un GT CLEF dans le CPGF: La deuxième étape du projet consistera à constituer au sein du CPGF un GT « CLEF » dont l'objectif va être de :

- Se mettre d'accord sur l'objectif général du GT, ses finalités générales et son fonctionnement (coordination, fréquence, agenda, ressources nécessaires...).
- Définir le périmètre du GT ; qui participe à quoi ?
- Défricher les prochaines étapes nécessaires pour réaliser le projet à partir des premières pistes identifiées par RDC (reprises ci-dessous) et du Feedback de la première réunion (voir pv).

Prochaine réunion : le 11/12 de 10h30 à 12h30

Pilote : RDC

Intérêts :

- GDP/DDH/BBP
- EVA
- Groupe One
- BE / Cabinet Clerfayt
- Rabad
- Biowallonie
- Declic en Perspective
- SAW-B
- TCO Service

Objectifs détaillés du projet CLEFS

> Clarification de l'offre de formations en AD en RBC entre acteurs, ce qui permet :

- Identification des spécificités de chaque type de formation
- Renforcer la complémentarité entre les formations
- Renforcer la cohérence des parcours d'apprentissage
- Faciliter la transmission d'informations sur les formations respectives qui seraient le plus adaptées aux besoins des participant.e.s et au besoin ré-orientation

> Clarification de l'offre de formation en AD en RBC pour le grand public. ⇒ Mise à jour et liens avec le portail Good Food ⇒ Mise en place d'un document diffusable, séances infos commune ?

> Identification des manques en terme de formation

> Le renforcement de la coopération entre acteurs formations, afin de par exemple :

- Communiquer ensemble
- Faciliter la remise d'offres en commun
- Faire émerger des parcours de formation
- Permettre à chaque acteur de faire intervenir d'autres acteurs au sein de ses formations
- Échanges de pratiques entre acteurs

Annexe 3 : Points d'attention de AIA par rapport à leur participation au conseil participatif Good Food (mail 12/11/2019)

« Nous remercions l'administration pour sa sollicitation et pour les efforts déployés afin de renforcer la concertation entre acteurs bruxellois (et plus large) autour des enjeux d'agriculture et d'alimentation durable.

Ainsi par ce mail, et après un processus de consultation interne, Agroecology in Action s'est prononcé en faveur d'une participation au nouveau Conseil participatif Good Food. Cette décision s'est prise avec une majorité importante d'avis positifs, peu d'avis mitigés et toute une série de commentaires liés à nos capacités liées au fonctionnement interne de AIA ainsi que notre redevabilité vis à vis du Conseil pour que cette participation soit la plus pertinente et bénéfique possible. Le fonctionnement démocratique du conseil est aussi un point important pour nous. Et au cours du processus de consultation interne ces commentaires nous ont donc permis de poser les points les points d'attention suivant :

- La nécessité de transition et de changement de modèle : Pour faire face aux défis climatiques, environnementaux, de santé publique et d'accessibilité sociale, nous avons besoin d'une transformation en profondeur du système agroalimentaire actuel. Les représentants d'AiA veilleront à ce que les discussions du Conseil s'attaquent aux causes structurelles des problèmes et que les propositions soient porteuses d'une véritable transition vers un système agroalimentaire durable et solidaire et ne se focalisent pas sur des petites évolutions « à la marge » ou axées principalement sur la communication ou la responsabilité individuelle du consommateur.*
- Être attentif aux rapports de force au sein du Conseil : Nous apprécions l'opportunité qui nous est donnée, au sein du Conseil, d'échanger avec l'ensemble des acteurs de la chaîne agroalimentaire et de rechercher ensemble des solutions pour opérer une transition à large échelle. Les collaborations qui ont eu lieu au sein du précédent Conseil sont plutôt encourageantes à cet égard. Il est toutefois essentiel de rester attentif d'éviter de reproduire les rapports de domination et d'exploitation qui sont à la base des dysfonctionnements du système agroalimentaire industriel actuel. Nous demandons donc qu'une attention particulière soit portée à l'équité des rapports de force et d'éviter que les acteurs dominants de l'industrie agroalimentaire n'utilisent leur participation pour freiner les réformes nécessaires.*
- Prendre en compte le rythme et les capacités du mouvement : AiA représente une grande diversité d'acteurs aux horizons très différents et attache une grande importance à la concertation entre ses membres. Cela constitue notre force mais nécessite également du temps et des moyens. Nous demandons, dans toute la mesure du possible, que le secrétariat du Conseil en tienne compte, notamment en envoyant les informations pertinentes le plus longtemps à l'avance et en accordant un temps suffisant de concertation. Par ailleurs nous déposerons une demande de financement à l'administration pour nous permettre une participation coordonnée et efficace au sein du Conseil et des groupes de travail pour mener à bien notre représentation au sein du Conseil. AiA confirme donc avec enthousiasme sa participation au Conseil et réalisera une évaluation de sa participation après une année, en tenant compte notamment des points d'attention mentionnés. Nous sommes disposé à présenter les points précédents lors du Conseil Participatif. »*

Sébastien (RDC), Manu (FIAN) et Wanda (DDH) au nom de la Coordination de AIA.